



La sécurité

La lutte contre l'insécurité routière passe par un plan de contrôles routiers sur les routes du département



© Ministère de l'intérieur



© Ministère de l'intérieur



© Préfecture

- 483 permis de conduire ont été retenus ou suspendus dont 386 pour alcoolémie et 97 pour excès de vitesse.

Sur l'ensemble de l'année 2005 :

- 131.269 dépistages d'alcoolémie ont été effectués (3.129 positifs),
- 15.433 PV pour excès de vitesse ont été dressés,
- 1.781 permis de conduire ont été retenus ou suspendus dont 1.391 pour alcoolémie et 389 pour excès de vitesse.

Les radars automatiques du département de la Marne,

7 radars fixes sont installés dans le département :

- Reims - A 4 Reims traversée urbaine (sens Metz/Paris)
- RN51 Reims avenue de champagne
- A 4 Reims traversée urbaine (sens Paris/Metz)
- Les Petites-Loges - RN 44
- Saint-Memmie - RN 44
- Châlons-en-Champagne - RN 3
- Esternay - RN 4

Quatre nouveaux radars vont être installés d'ici la mi-juin. Ils seront implantés à :

- Thiéblemont-Faremont - RN 4
- Connantre - RN 4
- Bétheny - Bld des Tondeurs
- Muizon - RN31

D'autres implantations sont actuellement à l'étude et notamment sur la RN 4, axe particulièrement accidentogène.

A cela s'ajoutent les 4 radars embarqués mis à disposition de :

- la CRS 33 (à vocation régionale),
- la Direction Départementale de la Sécurité Publique,
- l'Escadron Départemental de Sécurité Routière,
- la BMO Sézanne.

Les chiffres :

A la date du 31 mars 2006, les radars fixes et embarqués ont relevé 28.535 infractions dont environ 93 % pour des vitesses inférieures à 20 km/h et un peu moins de 0,30 % pour des vitesses supérieures à 50 km/h. Parmi ces chiffres, 17.775 infractions ont été relevées par les seuls radars fixes.

En 2005, 93.901 infractions avaient été relevées par les radars fixes et embarqués sur les routes marnaises. Plus de 90 % portaient sur des vitesses inférieures à 20 km/h et 0,35% sur des vitesses supérieures à 50 km/h.

A noter que les radars fixes avaient enregistré à eux seuls 71.198 infractions.

Pour la deuxième année consécutive, le plan de contrôles routiers du département de la Marne, fruit d'une démarche partenariale entre les autorités administratives et judiciaires, fixe les objectifs à atteindre pour infléchir durablement les chiffres de l'accidentologie fortement impactés par le bilan 2005, année au cours de laquelle 80 automobilistes ont perdu la vie sur les routes marnaises.

Fort de l'expérience de l'année précédente et des actions menées tout au long de l'année notamment les opérations de contrôle pédagogique, le plan de contrôles décline les actions à mettre en œuvre à partir de l'analyse de l'accidentologie 2005 et des priorités mentionnées dans le Plan Départemental d'Actions de Sécurité Routière (PDASR).

L'un des objectifs de ce plan est d'axer prioritairement les contrôles sur les zones accidentogènes identifiées lors de l'élaboration du plan de contrôle 2005. Ces contrôles sont organisés par les forces de police et de gendarmerie et également réalisés par la mise en place de nouveaux radars fixes. Une attention est plus particulièrement portée sur le réseau routier national ; ainsi, des actions innovantes, comme la mise en place de contrôles rapides et discrets grâce à des moyens banalisés, seront déployées prochainement. Cette approche répressive s'accompagne, dans le cadre du développement de la culture de Sécurité Routière, de la communication chaque semaine auprès du public, des dates et des axes ou secteurs routiers des contrôles de vitesse par radar automatique embarqué.

L'activité des services de police et de gendarmerie en matière de contrôles

Au 31 mars 2006, les services de sécurité intérieure ont procédé à :

- 30.437 dépistages d'alcoolémie (705 positifs).
- 9.958 PV pour excès de vitesse ont été dressés,



La sécurité

La lutte contre la délinquance

La conférence départementale de sécurité s'est réunie le 20 février dernier. Elle rassemble, sous l'autorité du préfet et du procureur de la république de Reims, les différents services de l'Etat impliqués dans la lutte contre la délinquance.

A partir de l'analyse du bilan de la délinquance 2005 (encart ci-joint), **les autorités administratives et judiciaires ont, pour la seconde année consécutive, arrêtées les orientations** du plan départemental d'actions contre la délinquance.

Enrichi des conclusions de groupes de travail réunis en 2005, ce plan dresse un bilan quantitatif et analytique et identifie **les priorités d'actions 2006**, à partir des faits de délinquance constatés dans chacune des zones et de la réponse pénale apportée aux infractions.

Pour le département de la Marne, ces priorités, qui guideront l'action des différents services de sécurité intérieure et constitueront également le fil directeur **des actions proposées par l'Etat dans le cadre des Conseils locaux**

de sécurité et de prévention de la délinquance, se déclinent ainsi :

- **La lutte contre toutes les formes de violence**
- **La prévention de la délinquance des mineurs**
- **Le renforcement de la lutte contre les infractions à la législation sur les étrangers**
- **La lutte contre l'insécurité routière**

Tout au long de l'année, une évaluation du plan d'actions sera conduite de manière :

- **mensuelle** à partir d'indicateurs communiqués par le ministère de l'Intérieur. Un tableau récapitulatif permettra de mesurer l'état d'avancement des objectifs au travers les indicateurs retenus
- **semestrielle** lors de chaque réunion de la Conférence départementale de sécurité ou du Conseil départemental de prévention. Un bilan à mi-parcours plus complet sera l'occasion pour chaque service de proposer une grille de lecture plus fine permettant si nécessaire d'adapter, pour une plus grande efficacité, les orientations retenues.

BREVES

Les dernières parutions de l'INSEE

Les femmes et la création d'entreprise :

Insee flash infos n°5

A bien des égards, les femmes qui se lancent dans la création d'entreprise ressemblent à celles présentes sur le marché du travail. Plus diplômées, moins qualifiées que leurs homologues masculins, elles créent plus volontiers une entreprise dans une activité tertiaire, de commerce ou de service à la personne. Leurs projets démarrent plus souvent avec de petits moyens financiers. Moins préparées, moins expérimentées, et sans doute moins libérées des contraintes familiales, leurs entreprises sont moins pérennes.

Les bassins de vie champardennais : une économie rurale fortement structurée par les fonctions résidentielles et l'industrie :

Insee flash N° 59

L'espace rural champardennais compte 42 bassins de vie centrés sur des bourgs ou des petites villes. Dans la plupart des bassins, c'est l'économie résidentielle qui prédomine. Les emplois se situent, en effet, en grande partie dans les commerces et services aux particuliers. L'industrie est aussi présente dans ces territoires ruraux mais dépend souvent d'un seul établissement.

Le nombre d'emplois dans les activités agricoles est faible en regard de celui de l'industrie et surtout de l'économie résidentielle. Entre 1962 et 1999, le déclin démographique s'est confirmé dans les trois quarts des bassins de vie ruraux, quelle que soit leur orientation économique.

La conjoncture en Champagne-Ardenne, troisième trimestre 2005 : Insee flash n° 60

Analyse conjoncturelle sur l'emploi, le chômage, le commerce extérieur, les immatriculations, les constructions de logements, les créations d'entreprise et le tourisme au troisième trimestre 2005

Hausse maîtrisée de la délinquance 2005 : + 1,37 %

Evolution en deux temps :

- au cours des neuf premiers mois de l'année, **baisse** de 2,5 % pour la délinquance générale et de 1,4 % pour la délinquance de voie publique
- pour les trois derniers mois, **forte hausse** consécutive aux faits de violences urbaines d'octobre et de novembre et **augmentation** sensible des infractions à la législation sur les stupéfiants.

PROGRESSION DE L'ACTIVITE DES SERVICES DE POLICE ET DE GENDARMERIE AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

Depuis le 1^{er} avril 2005, les services de police et de gendarmerie accroissent encore leur efficacité par rapport à la même période de 2003/2004, comme l'illustrent les indicateurs d'activités suivants :

- les crimes et délits élucidés :	13.162	soit + 11,33 %
- le taux d'élucidation :	35,02 %	soit + 1,21 point
- les infractions relevées par l'action des services :	2.486	soit + 10,78 %
- les gardés à vue :	4.254	soit + 0,35 %
- les mis en cause :	10.117	soit + 10,12 %
- L'activité des services est également en progression dans la lutte contre les violences aux personnes :		
• Faits élucidés :	2.963	soit + 17,07 %
• Gardés à vue :	790	soit + 10,49 %
• Mis en cause :	2.750	soit + 19,51 %

La résolution des **délits de voie publique** (vols avec violence, cambriolages, vols d'automobiles, dégradations volontaires...) subit un léger recul à 2.418 faits soit - 2,89 %, tendance qui s'est toutefois inversée au cours du dernier mois.